LE RUBICON

L'Union européenne face aux coalitions à géométrie variable en Asie du Sud-Est

Marie Hiliquin | 25 novembre 2026 | ARTICLES



Le 30 mai 2026, en marge du Shangri-La Dialogue de Singapour, 17 États ont lancé GUIDE (Guiding Principles for Underwater Infrastructure Defence Exchanges), un ensemble de principes communs et de pistes de coopération entre institutions de défense pour protéger les câbles et autres infrastructures sous-marines critiques. Cinq pays d'Asie du Sud-Est en sont membres, aux côtés notamment de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et du Qatar. L'absence des États-Unis et de la Chine contraste avec la participation de huit États membres de l'Union européenne (UE), engagés dans l'initiative à titre individuel.

Cette annonce illustre une manière de construire la sécurité devenue caractéristique de l'Asie du Sud-Est. Elle repose sur des principes directeurs ou des cadres de coopération associant des États de plusieurs continents autour d'un enjeu spécifique. La recherche d'autonomie à l'égard des grandes puissances n'est pas nouvelle : dès 1971, la déclaration de Kuala Lumpur affirmait l'intention de préserver l'Asie du Sud-Est comme une « zone de paix, de liberté et de neutralité » (ZOPFAN), à l'abri de toute ingérence des puissances extérieures. Cet idéal a toutefois toujours coexisté avec des alliances bilatérales, comme celles qui liaient les Philippines et la Thaïlande aux États-Unis. Le changement tient à la multiplication de coalitions sectorielles, cumulables et révocables, souples et peu institutionnalisées, qui ne ressemblent ni à des alliances ni à des blocs. GUIDE montre également l'intérêt croissant des Européens pour ce type de format.

Les onze États de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), élargie au Timor-Leste en 2025, évoluent dans un environnement économique et sécuritaire rendu volatil par la compétition stratégique entre les États-Unis et la Chine. Plutôt que de rejoindre l'un ou l'autre de ces deux camps, la plupart d'entre eux cherchent à préserver leurs marges de manœuvre en multipliant les partenariats, lesquels dépassent d'ailleurs le domaine de la défense. La sécurité se construit par la diversification des dépendances, la protection des infrastructures et la maîtrise des chaînes de valeur.

Ces enjeux sont particulièrement visibles dans les couloirs maritimes de la région. En 2024, 21 % du commerce mondial et 29 % du pétrole transporté par voie maritime transitent par le détroit de Malacca, emprunté par plus de 100 000 navires en 2025. Sous la surface, les câbles qui longent les mêmes couloirs acheminent environ 95 % du trafic de données concernant les communications intercontinentales mondiales. De la sécurité de ces flux physiques et numériques dépend celle de l'économie mondiale. Leur caractère névralgique, amplifié par l'attention que leur portent la Chine et les États-Unis, suscite un intérêt croissant dans les débats européens.

Sur le plan bilatéral, l'Union européenne a conclu dans la région des accords de libre-échange avec Singapour et le Vietnam, conclu les négociations commerciales en 2025 avec l'Indonésie, a trouvé en septembre 2026 un accord substantiel avec les Philippines, et négocie avec la Thaïlande et la Malaisie. Mais un vide demeure quant à la manière de travailler avec l'Asie du Sud-Est en tant qu'ensemble régional depuis la suspension, en 2009, des négociations sur un accord de libre-échange interrégional.

Dès lors, comment l'UE peut-elle s'insérer durablement dans ces coalitions à géométrie variable ? Cet article soutient que son offre, fondée sur la convergence normative et la coopération sectorielle plutôt que sur des garanties de défense, est compatible avec la manière dont les États d'Asie du Sud-Est gèrent leurs partenariats. Néanmoins, l'Union européenne pâtit d'un déficit de lisibilité et de présence. Nous reviendrons dans un premier temps sur les ressorts de la volatilité régionale, puis sur les formes de coopération que privilégient les États de la région, avant d'examiner les atouts et les limites de l'UE dans ce cadre.

Une région sous double pression, économique et maritime

Si la contestation de l'ordre international n'est pas nouvelle, elle est devenue bien plus visible depuis le retour des guerres tarifaires en 2025, suscitant des réponses divergentes en Asie du Sud-Est. À Singapour, le Premier ministre Lawrence Wong estimait en avril 2025 que « l'ère de la mondialisation fondée sur des règles et du libre-échange est révolue », au profit d'une nouvelle phase « plus arbitraire, protectionniste et dangereuse ». La pression exercée sur le multilatéralisme est aussi perçue comme une occasion de rééquilibrer, au profit de nouveaux forums de concertation, une gouvernance mondiale où les puissances moyennes et émergentes restent sous-représentées, du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) aux institutions financières internationales. En 2025, l'Indonésie est notamment devenue membre à part entière des BRICS, tandis que la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam en sont devenus pays partenaires. La Malaisie incarne une voie médiane. À la 39e Asia-Pacific Roundtable (APR), l'une des principales conférences de sécurité de la région, tenue à Kuala Lumpur début juillet 2026, le Premier ministre Anwar Ibrahim résumait ainsi la ligne de son pays : prendre « des positions de principe, mais pas parti », la diversification n'étant « pas seulement une stratégie économique » mais « une nécessité nationale ».

Cette fragmentation de l'ordre international provoque des insécurités multiples, qui conduisent les États de la région à reconfigurer leurs partenariats, tout en les incitant à tirer parti des rivalités qui traversent leur environnement.

Ces insécurités sont d'abord économiques. La région est désormais pleinement intégrée aux chaînes de production mondiales, y compris dans des secteurs à forte valeur ajoutée. La Malaisie constitue un pôle majeur du test et du conditionnement des semi-conducteurs et concentre environ 13 % de l'activité mondiale. Ses exportations de dispositifs à semi-conducteurs, circuits intégrés, transistors et valves ont atteint 387,98 milliards de ringgits en 2024 (environ 84,8 milliards de dollars américains), soit 64,5 % de ses exportations de produits électriques et électroniques. Or, cette montée en gamme s'opère dans un contexte d'arsenalisation des interdépendances : contrôles à l'exportation, restrictions sur les terres rares, fluctuation des droits de douane. L'imprévisibilité du partenaire américain est ainsi devenue un risque en soi. Le sondage de l'ISEAS-Yusof Ishak Institute, mené début 2026 auprès de plus de 2 000 décideurs, chercheurs, acteurs économiques et journalistes des onze États membres, place « le leadership américain sous la présidence Trump » en tête des préoccupations régionales (51,9 %), devant les réseaux d'escroquerie transnationaux (51,4 %) et les comportements agressifs en mer de Chine méridionale (48,2 %).

Dans le domaine sécuritaire, le risque le plus immédiat est maritime. Pour de nombreux interlocuteurs régionaux, un incident entre la Chine et les Philippines est plus plausible à court terme qu'une crise militaire autour de Taïwan (blocus ou tentative d'invasion de l'île par la République populaire de Chine), dont le coût serait par ailleurs prohibitif pour l'ensemble des acteurs. Entre 2021 et 2024, plus d'un quart des missions de ravitaillement philippines vers le récif Second Thomas ont donné lieu à un usage de la force par les garde-côtes chinois. En juillet 2026, trois confrontations en une semaine ont rappelé que l'escalade ne relève plus de l'hypothèse. Pour les partenaires extérieurs, l'enjeu se déplace davantage vers la gestion de crise et la protection de la liberté de navigation, dont le détroit de Malacca constitue le point le plus sensible.

Ce détroit concentre en effet les enjeux des États riverains comme ceux de la Chine. En 2024, près de 80 % des importations chinoises d'énergie, en valeur, y transitaient encore. Ce « dilemme de Malacca », formule attribuée à Hu Jintao dès 2003, renvoie à la crainte qu'en cas de crise, notamment autour de Taïwan, la marine américaine et ses partenaires y coupent les approvisionnements chinois. Depuis mars 2026, la crise d'Ormuz a ravivé ces inquiétudes, faisant craindre qu'un scénario comparable ne touche Malacca. L'étude du CSIS de juillet 2026 invite toutefois à relativiser le « dilemme de Malacca ». En 2024, environ 33 % des importations chinoises et 16 % de ses exportations ont transité par le détroit de Taïwan, tandis que 21 % des importations chinoises et 14 % de ses exportations ont transité par le détroit de Malacca. Pékin fait davantage face à un « dilemme du détroit de Taïwan », par lequel transitent à la fois des intrants industriels essentiels et une large part du cabotage chinois. Les deux mesures ne se contredisent pas mais rappellent une fois encore la nécessité pour la Chine de soutenir sa politique globale de diversification.

Les voies de contournement restent encore marginales : l'oléoduc qui relie depuis 2017 le port birman de Kyaukphyu à Ruili, dans la province du Yunnan, représente moins de 4 % des importations chinoises de brut. Sa stabilité est également mise à mal par la traversée du Myanmar en pleine guerre civile. Pour les États riverains, cette vulnérabilité chinoise est à double tranchant. Elle fait du détroit un enjeu de rivalité entre grandes puissances tout en confortant leur rôle de garants de sa sécurité. Ce rôle est pleinement assumé depuis 2004 au sein des *Malacca Straits Patrols*, une coopération souple entre riverains (Indonésie, Malaisie, Singapour, rejoints par la Thaïlande en 2008) qui préfigure les formats examinés plus loin.

Des partenariats à géométrie variable

Face à cet environnement, plusieurs États de la région pratiquent une stratégie de *hedging* : une gestion des relations extérieures en portefeuille, cumulant les coopérations avec plusieurs partenaires, secteur par secteur, révocables et sans exclusivité, en cherchant à maximiser leurs gains tout en réduisant leurs risques. Ils peuvent ainsi dépendre fortement de la Chine pour le commerce, les investissements ou les infrastructures, tout en privilégiant les États-Unis et leurs alliés pour la formation militaire, l'armement ou les exercices navals, et en superposant des coopérations différenciées avec d'autres partenaires. Cette pratique n'est cependant pas uniforme, en raison de la nature des régimes et des dépendances économiques. Alors que les Philippines sont liées aux États-Unis par un traité de défense mutuelle depuis 1951, le Cambodge a confié à la Chine la modernisation de sa base navale de Ream, tandis que le Laos a inauguré, en septembre 2026, un centre de soutien militaire conjoint avec la Chine. Si ces pays ne pratiquent qu'une forme limitée du *hedging*, Singapour, la Malaisie, l'Indonésie et le Vietnam en sont des praticiens plus constants.

Les résultats du sondage de l'ISEAS illustrent un paradoxe : contraints de choisir entre Pékin et Washington, 52 % des répondants optent pour la Chine, alors même que les comportements agressifs en mer de Chine méridionale figurent parmi leurs principales inquiétudes et que la Chine n'inspire confiance qu'à 39,8 % d'entre eux. Ce glissement ne profite pas mécaniquement à l'UE car cette ouverture peut également bénéficier à des partenaires régionaux comme le Japon. Par ailleurs, l'offre européenne, si elle est présentée comme un instrument de réduction de l'influence chinoise, perdrait l'essentiel de son attrait dans une région qui entend conserver des liens étroits avec Pékin. L'étude sur Global Gateway menée par Zsuzsa Anna Ferenczy invite d'ailleurs l'UE à « cesser de voir la Chine partout » et à interagir selon ses propres termes. Une offre de diversification sans exigence d'alignement répond au contraire à la demande régionale.

La Malaisie illustre cette approche. Elle traite Pékin non comme un bloc homogène mais comme un ensemble d'acteurs (entreprises, universités, agences) avec lesquels elle peut moduler son engagement. Deux lignes rouges bornent toutefois l'exercice : l'intégrité territoriale et la non-ingérence. Dans le domaine de la défense, la géométrie variable s'applique aussi depuis longtemps. Les Five Power Defence Arrangements (FPDA) lient depuis 1971 la Malaisie et Singapour au Royaume-Uni, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Ils ne constituent ni un pacte de défense mutuelle ni un simple dialogue, car ils reposent sur une clause de consultation en cas d'agression et sur des exercices réguliers, selon une formule souple où seule une partie des membres participe, en fonction des besoins. Pour Kuala Lumpur, ils permettent de concilier une politique étrangère non alignée et d'étroites coopérations militaires. L'exercice Bersama Lima 2025 a notamment réuni plus de 4 000 personnels, une soixantaine d'aéronefs et dix bâtiments, dont le porte-avions britannique HMS *Prince of Wales*, sans qu'aucun engagement de défense mutuelle ne lie les participants.

La même logique fonctionnelle inspire d'autres formats régionaux plus récents, comme l'initiative GUIDE. Lancée en 2026 par Singapour avec seize partenaires, cette initiative réunit cinq États d'Asie du Sud-Est (Brunei, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande), neuf pays européens (dont le Royaume-Uni), l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Qatar autour d'un objet unique : la protection des infrastructures sous-marines. Elle s'organise sous la forme de principes partagés et de pistes de coopération entre institutions de défense. GUIDE n'est pas un cas isolé. Depuis 2017, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines conduisent dans les mers de Sulu et de Célèbes des patrouilles maritimes coordonnées contre la piraterie et les enlèvements, dans le cadre d'un arrangement trilatéral. Sur le plan économique, les partenariats pour une transition énergétique juste conclus en 2022 avec l'Indonésie et le Vietnam, auxquels l'UE participe, soulignant le caractère révocable. En effet, les États-Unis s'en sont retirés en mars 2025 sans que le cadre ne disparaisse. L'Allemagne et le Japon coordonnent désormais celui de l'Indonésie, avec la mission de trouver de nouveaux financements pour combler le manque américain. Enfin, lancée par Tokyo en 2023, la Communauté asiatique zéro émission (AZEC) réunit quant à elle le Japon, l'Australie et neuf États de l'ASEAN. Ces coalitions à objet unique n'ont pas remplacé les cadres existants, à commencer par l'ASEAN mais tendent toutefois à devenir un mode d'action privilégié sur les questions laissées au second plan.

Cette architecture souple permet d'accueillir de nouveaux entrants. Le dialogue institutionnalisé, sans engagement, demeure la porte d'entrée régionale la plus efficace. Le Royaume-Uni est devenu partenaire de dialogue de l'ASEAN en août 2021, le premier depuis 25 ans ; la Turquie est devenue, en juillet 2026, le 12e partenaire de dialogue de l'organisation, tandis que l'Allemagne et le Qatar obtenaient le statut de partenaire de dialogue sectoriel. D'autres acteurs misent sur l'économie, comme le Japon et la Corée du Sud, qui consolident leurs positions industrielles. En mai 2026, le gouvernement japonais a annoncé un soutien financier pour l'approvisionnement en pétrole brut de la raffinerie vietnamienne de Nghi Son. Il s'agissait du premier projet du partenariat pour une résilience énergétique et des ressources (POWERR Asia). Ce soutien participe à une politique volontaire d'incitation à la diversification des partenariats face à la dépendance croissante à la Chine. Dans le cadre de l'Initiative de solidarité Corée-ASEAN (KASI), Séoul met l'accent depuis 2022 sur la transformation numérique, la formation de la main-d'œuvre et la sécurité des chaînes d'approvisionnement critiques.

Ces formats profitent toutefois inégalement aux États de la région. Alors que Singapour, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande figurent à la fois dans GUIDE et parmi les partenaires pilotes du programme européen ESIWA+ – initiatives auxquelles Singapour et la Malaisie ajoutent les FPDA –, le Cambodge, le Laos et le Myanmar ne participent, quant à eux, à aucun de ces trois formats. Se dessine ainsi une région à plusieurs vitesses, où la sécurité économique des uns peut fragiliser celle des autres.

L'Union européenne : des briques sans architecture

L'Union européenne dispose d'atouts réels dans ce paysage, notamment un capital de confiance, qui ne doit cependant pas être confondu pour une influence stratégique. 55,9 % des répondants du sondage ISEAS 2026 lui font confiance, derrière le Japon (65,6 %) mais devant les États-Unis (44 %) et la Chine (39,8 %). Pourtant, le classement de pertinence stratégique établi par l'enquête place en tête la Chine, les États-Unis et le Japon. La Chine reste jugée la puissance la plus influente, sur le plan économique (55,9 %) comme politique et stratégique (40 %). Le poids économique de l'UE est pourtant considérable et repose sur un socle ancien en tant que partenaire de dialogue de l'ASEAN depuis 1977. Elle en est le troisième partenaire commercial (9,6 % de ses échanges en 2024) et son troisième investisseur, avec un stock de 363 milliards d'euros. Ses flux sont toutefois restés stables, autour de 20 milliards de dollars en 2024, loin derrière les États-Unis (42 milliards). Ce poids ne se convertit pas en levier politique, faute de présence de sécurité et de coordination diplomatique. Dès 2020, Josep Borrell, alors Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, soulignait que les deux organisations partagent le refus de s'aligner sur la Chine ou les États-Unis, et que « le partenariat UE-ASEAN n'est plus un luxe, c'est une nécessité ». Enfin, les partenariats européens reposent sur la convergence normative et la coopération sectorielle, non sur des garanties de défense : une logique compatible avec la diversification pratiquée dans la région.

Bien que dispersés, les instruments existent et l'UE a notamment adopté une stratégie indopacifique en 2021. Elle a par ailleurs lancé en décembre 2021 Global Gateway, une stratégie mondiale d'investissement dans les infrastructures, distincte de la stratégie indopacifique. 300 milliards d'euros devaient être mobilisés d'ici 2027 ; la Commission estimait en octobre 2025 avoir dépassé cet objectif, avec 306 milliards. Dans ce cadre, l'UE et ses États membres ont annoncé en décembre 2022 un objectif de mobilisation de 10 milliards d'euros pour l'Asie du Sud-Est (énergie, transports, numérique, éducation), combinant subventions et prêts. Il s'agit d'un objectif de mobilisation d'investissements et non d'une enveloppe budgétaire. S'y ajoutent 180 millions d'euros de coopération régionale programmés sur 2021-2027.

Sur le plan sécuritaire, le programme ESIWA+ (Enhancing Security Cooperation In & With Asia & the Indo-Pacific) structure la coopération avec neuf partenaires pilotes, dont six pays d'Asie du Sud-Est, dans quatre domaines : sécurité maritime, cybersécurité, lutte contre le terrorisme et prévention de l'extrémisme violent, et gestion des crises et des menaces hybrides. Le projet CRIMARIO (Critical Maritime Routes Indian Ocean / Indo-Pacific) et sa plateforme d'échange d'informations maritimes étendent la connaissance du domaine maritime jusqu'au Pacifique. En avril 2026, la 25e réunion ministérielle UE-ASEAN a « pris acte avec satisfaction de la nature globale et multidimensionnelle » du partenariat. Elle a évoqué l'examen d'un futur partenariat stratégique global, sans en arrêter le principe ni le calendrier, alors que 2027 marquera le cinquantenaire des relations.

Malgré ces développements, cet ensemble reste marqué par une faiblesse : son manque de lisibilité et d'articulation. Le volet interrégional demeure un dialogue, tandis que les instruments les plus engageants, tels que les accords commerciaux et les coopérations de sécurité, restent bilatéraux et portés inégalement par les États membres. Ces derniers s'engagent en outre dans les formats régionaux en ordre dispersé : huit d'entre eux ont rejoint GUIDE à titre national, et l'Allemagne a obtenu en 2026 son propre statut de partenaire sectoriel de l'ASEAN. Faute d'articulation visible avec l'action de l'Union, ces engagements brouillent la lisibilité de l'offre européenne. L'UE elle-même reste à la porte de certaines enceintes : elle ne siège pas au Sommet de l'Asie orientale, et les règles de l'ADMM-Plus, la réunion élargie des ministres de la Défense de l'ASEAN, n'admettent pas la candidature d'une organisation régionale, même en tant que simple observatrice de ses groupes de travail.

Vue de la région, l'Europe reste souvent fondue dans un « Occident » indifférencié, accusé de doubles standards, et le concept même d'« Indo-Pacifique » y est reçu comme une construction extérieure aux grilles de lecture locales. L'écart entre l'ambition et les moyens persiste. L'appel d'Emmanuel Macron à une « coalition d'indépendance », lancé au Shangri-La Dialogue de 2025, a trouvé un écho dans la culture stratégique régionale, mais suppose un réalisme sur les capacités effectives dans la zone. Dans une région où la confiance se construit sur les relations humaines et la constance davantage que sur les documents stratégiques, la présence encore trop rare de responsables européens dans les enceintes régionales constitue un handicap majeur.

Ce déficit a pu être constaté avec Global Gateway : l'initiative demeure largement inconnue en Thaïlande et au Vietnam et déçoit sur le terrain faute d'ancrage local. De plus, les entretiens de recherche menés à Bruxelles auprès de diplomates, responsables économiques et chercheurs font apparaître la demande explicite d'une stratégie plutôt qu'une somme de projets, ainsi qu'un accompagnement concret sur les normes. Des experts thaïlandais ont notamment souligné l'intérêt de permettre aux entreprises d'intégrer les chaînes de valeur européennes. Cette demande rejoint la principale force de l'Union, à condition de présenter les standards non comme une contrainte d'accès au marché mais comme une offre de montée en gamme, ciblée sur les petites et moyennes entreprises, en complémentarité plutôt qu'en compétition frontale avec la Chine, avec laquelle les États d'Asie du Sud-Est entretiennent des relations diplomatiques et commerciales étroites.

L'enjeu n'est donc pas d'inventer un format supplémentaire mais de consolider l'existant et de le rendre lisible. Un premier axe concerne la meilleure articulation de la présence européenne au sein des coalitions existantes. Dans le domaine maritime, la coopération peut évoluer de la juxtaposition de projets de renforcement des capacités vers un écosystème opérationnel dont l'ASEAN aurait la maîtrise. Le programme CRIMARIO combine une plateforme sécurisée de coordination, IORIS, des formations, des exercices interagences et SHARE.IT, un dispositif destiné à interconnecter les systèmes d'échange existants. L'Union européenne soutient également le réseau de l'ASEAN de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Ces

instruments ouvrent la voie à une priorité donnée à l'interopérabilité plutôt qu'à la seule extension du nombre d'utilisateurs. Il s'agirait de les relier aux systèmes des garde-côtes, des administrations des pêches, des douanes et des autorités portuaires, sur la base de droits d'accès gradués et d'une gouvernance confiée à l'ASEAN. Le renouvellement d'ESIWA+, dont la phase en cours s'achève en septembre 2027, puis l'achèvement de la phase actuelle de CRIMARIO en janvier 2028, constituent des fenêtres calendaires pour inscrire cette réorientation dans la programmation future. Le second axe est la constitution des accords commerciaux des instruments de sécurité économique partagée. L'accord avec la Malaisie, dont la signature est envisagée pour juin 2027, pourrait servir de terrain d'expérimentation, puisqu'il est devenu un enjeu pour les chaînes de semi-conducteurs. Il permettrait notamment de tester des coopérations couvrant l'ensemble de cette chaîne. À terme, la convergence progressive des accords bilatéraux pourrait préparer l'accord interrégional que l'UE et l'ASEAN disent toujours envisager « à plus long terme ». Dans cette perspective, les normes européennes gagneraient sans doute à être présentées moins comme une condition d'accès au marché que comme une offre de montée en gamme, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. Enfin, le dernier axe porte sur l'investissement dans les échanges humains (*people-to-people*) : présence dans les enceintes de la diplomatie informelle, dialogue entre le Parlement européen et l'Assemblée interparlementaire de l'ASEAN, formation, recherche, mobilité.

*

* *

Une coalition réaliste en Asie du Sud-Est ne prendra ni la forme d'une alliance ni celle d'un bloc. GUIDE, les FPDA ou les *Malacca Straits Patrols* le montrent : la sécurité régionale se construit par des assemblages successifs, autour d'objets précis (un câble, un détroit, une chaîne de valeur), avec des partenaires choisis pour leur utilité, leur constance et leur lisibilité. Cette logique sert l'Union européenne, dont l'offre repose déjà sur la coopération sectorielle et la convergence des normes, et à laquelle les élites régionales accordent leur confiance juste derrière le Japon. Elle l'expose aussi, cependant, dans des coalitions où l'on entre par la présence et où l'on demeure par la constance. Pour l'UE, l'enjeu n'est donc ni de choisir un camp ni d'inventer un format, mais d'être suffisamment présente et lisible pour compter parmi ceux qui organisent ces flux. Le cinquantenaire de 2027 en offrira un premier test.

Crédit photo : Europäische Kommission – Audiovisueller Dienst, CE – Service audiovisuel, EC – Audiovisual Service, FACTSTORY, Mark Cristino / Wikicommons

Ce travail a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre de France 2030 portant la référence ANR-24-RSHS-0002.

Marie Hiliquin

Marie Hiliquin est docteure en géographie, aménagement du territoire et urbanisme, Marie Hiliquin (@mariehiliquin), est spécialiste de la Chine contemporaine. Ses recherches de postdoctorat dans le programme Décript à l'INALCO portent sur la politique étrangère de la Chine, les nouvelles routes de la soie et les questions de sécurité en Asie.

Comment citer cette publication

Marie Hiliquin, « L'Union européenne face aux coalitions à géométrie variable en Asie du Sud-Est », *Le Rubicon*, vol. 6, 25 novembre 2026 [https://lerubicon.org/lunion-europeenne-face-aux-coalitions-a-geometrie-variable-en-asie-du-sud-est/].